TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Publications
des Services économiques

La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 189 du 21 janvier 2020

Pays Nordiques

Euronext prend le contrôle de Nord Pool. Le groupe Euronext, issu de la fusion des Bourses de Paris, d'Amsterdam et de Bruxelles, acquiert 66% du capital de Nord Pool pour 850 MSEK (80 M€), la plus importante bourse d'échanges d'énergie en Europe avec un volume de transaction annuel de 524 TWh d'électricité, basée essentiellement dans les pays nordiques (siège à Oslo). En mai 2019, Euronext avait déjà racheté la Bourse d'Oslo.

Le PIB par habitant des pays nordiques reste nettement supérieur à la moyenne de l'UE à 28. Le PIB norvégien était, par exemple, de 51% supérieur à la moyenne de l'UE en 2018 contre 30% pour l'Islande, 28% pour le Danemark, 20% pour la Suède et 10% pour la Finlande.

PIB par habitant des pays nordiques/ rapporté à celui de l'UE28 (en base 100)

	2016	2017	2018
Norvège	144	146	151
Islande	129	129	130
Danemark	127	127	128
Suède	123	122	120
Finlande	110	110	111

Société Générale vend sa filiale SG Finans AS à Nordea. SG Finans AS, spécialiste du financement d'équipements et d'affacturage en Norvège, en Suède et au Danemark avec au total 360 employés à son compte dans cette zone, va être vendue à Nordea Bank pour un montant de 575 M€. La transaction devrait se finaliser au cours du 2ème semestre 2020. La banque française vient en outre de signer un partenariat commercial sur le long terme avec Nordea afin de proposer ensemble des solutions et services de financement d'équipements à leurs réseaux de partenaires.

Danemark

L'imposition des sociétés danoises parmi les plus élevées de l'UE. Avec un taux de 22%, le Danemark affiche un niveau d'imposition des sociétés proche de la moyenne européenne. Mais l'étude « Paying Taxes 2020 » de PwC et la Banque Mondiale montre que le Danemark arrive 26ème sur 32 pays européens en termes de pression fiscale réelle sur les sociétés prenant en compte l'assiette fiscale. Le revenu imposable est calculé de différentes manières en Europe, et un taux d'imposition élevé peut être compensé par d'importantes déductions pour les entreprises dans certains pays. Au Danemark, les entreprises moyennes payent effectivement 17,1% d'impôts sur les bénéfices, alors que le taux d'IS effectif des entreprises en Suède est de 13,1% et que 14 pays de l'UE et de l'AELE ont un taux de moins de 10%.

Pas de salaire minimum européen au Danemark. Le Commissaire européen Nicolas Schmidt a rassuré le gouvernement danois, les organisations syndicales et d'employeurs en décembre dernier en assurant que le Danemark ne se verrait pas imposer l'instauration d'un salaire minimum. Le Danemark dispose en effet d'une tradition centenaire de négociation collective décentralisée.

Pic de recettes publiques liées à l'imposition des pensions danoises. Aujourd'hui, les actifs de retraite au Danemark dépassent les 4 400 Mds DKK (589 Mds€) et devraient atteindre un peu moins de 7 000 Mds DKK (937 Mds€) en 2029. La taxe sur les pensions de retraite (PAL) rapporte ainsi près de 60 Mds€ à l'Etat grâce à un taux de 15,3%. La taxe PAL, introduite en 2000, se place en 4ème position en termes de recettes fiscales derrière l'impôt sur le revenu, les contributions du marché du travail et l'impôt sur les sociétés.

Les obligations vertes représentent moins de 1% des investissements totaux des fonds de pension danois, selon une enquête réalisée parmi les neuf plus grands fonds de pensions du pays. Le directeur de la Gouvernance environnementale et sociale du fonds de pension *Pension Danmark* a déclaré douter du réel impact de ces obligations sur le climat. Face à ce constat, les fonds de pension se sont tout de même engagés à investir 350 Mds DKK (46 Mds€) dans des actifs verts au cours de la prochaine décennie pour lutter contre le changement climatique.

Finlande

Le déséquilibre démographique des jeunes entre zones rurales et urbaines va s'accélérer. Le nombre de Finlandais âgés de 16 à 19 ans va diminuer de 16% à l'horizon 2040 dans 280 communes (sur les 310 que compte le pays), soit une diminution de 37 000 personnes. En revanche, une vingtaine de communes dont Helsinki, Espoo et Vantaa, verront le nombre de ces jeunes augmenter. Cette évolution reflète la concentration des populations dans les grandes villes et le faible taux de fécondité de la Finlande (1,4 enfant par femme).

La Finlande est au 7ème rang européen en matière de taxation des salaires des classes moyennes. Selon une étude comparative internationale de l'Association des contribuables, la taxation des salaires augmente rapidement, une

fois le seuil des 28 600 € annuel dépassé. Le taux d'imposition des classes moyennes finlandaises dépasse la moyenne européenne de 2,5 points de pourcentage.

Conventions collectives : accord dans l'industrie technologique. Après plusieurs mois d'âpres négociations, syndicats et patronats du secteur ont convenu d'une hausse des salaires de 3,3% sur deux ans et de la suppression des 24 heures de travail annuelles supplémentaires convenues dans le cadre du Pacte de compétitivité de 2016. L'accord prévoit également la possibilité de réaliser des heures supplémentaires rémunérées au même titre que les heures « normales », mais celles-ci seront négociées au sein des entreprises et non des branches. Cette convention collective concerne environ 100 000 personnes, et orientera les négociations à venir d'autres secteurs.

Islande

Baisse du nombre de touristes en 2019. Selon le dernier rapport publié par l'Office islandais du Tourisme, le nombre de touristes ayant visité l'Islande en 2019 était légèrement inférieur à deux millions de personnes, soit 329 000 touristes de moins qu'en 2018. Cette baisse peut être expliquée par la faillite de la compagnie aérienne low cost islandaise WOW air en mars 2019 et par l'immobilisation des Boeing 737 MAX de la compagnie Icelandair. Les citoyens américains représentent toujours la plus importante population visitant l'Islande avec 464 000 touristes en 2019, malgré une baisse d'un tiers par rapport à 2018. Le nombre de touristes chinois (environ 99 000 touristes) a lui augmenté de près de 11%. Malgré la baisse de 14% du nombre de touristes, les statistiques confirment que les pertes financières dans le secteur sont limitées car les touristes sont restés plus longtemps et ont dépensé plus pendant leur séjour en Islande.

De nouvelles règles concernant l'importation de viande crue et d'œufs non stérilisés en provenance de l'UE sont entrées en vigueur au 1er janvier 2020. Ces changements réglementaires répondent d'une part aux conclusions de la Cour suprême islandaise et de la Cour de justice de l'AELE considérant que l'ancien système d'autorisation islandais d'importation de ces produits enfreignait la législation de l'EEE. D'autre part, ils font suite au plan d'actions présenté en juin par Kristján Þór Júlíusson, ministre de l'Agriculture et de la Pêche. S'il est désormais légal d'importer ces produits depuis l'UE, l'Autorité alimentaire et vétérinaire islandaise (MAST) a publié en complément les nouvelles exigences pour l'importation de ces produits (par exemple des exigences d'échantillonnage et de documentation du produit envoyé).

La couronne islandaise reste relativement stable. Selon le rapport du 14 janvier 2020 de la Banque centrale d'Islande la valeur de la devise islandaise a baissé de 3,1% en 2019, soit 1,9% de moins par rapport à l'euro et 3,9% par rapport à l'USD. La plus forte baisse de la valeur de l'ISK a eu lieu au cours des trois premiers mois de 2019 (4,3%) et s'explique largement par l'effondrement de la compagnie aérienne WOW Air.

Norvège

Débat sur la taxation des services numériques. La ministre des Finances, Siv Jensen, a annoncé que si les organisations internationales ne trouvent pas une solution d'ici la fin de l'année, elle introduira une taxe numérique en Norvège. La Norvège est le seul pays nordique dont le gouvernement a pris une position ouvertement favorable à la ta taxation des services numériques.

Les partenaires sociaux opposés à l'introduction d'un salaire minimum européen. L´ensemble des partenaires sociaux (LO, NHO et Virke, représentant les commerçants de détail) ne sont pas favorables à la proposition de la Commission européenne. La directrice des relations sociales de NHO rappelle que les mécanismes de négociation doivent être construits au niveau national par les partenaires sociaux et que l'Union européenne n'est pas compétente en la matière.

Les exportations d´hydrocarbures norvégiens au plus haut depuis 5 ans. Elles ont atteint 28,2 Mds NOK (2,8 Mds€) en décembre 2019 grâce à l'ouverture du champ Johan Sverdrup, troisième champ le plus important de la zone. Le gisement, exploité par Equinor avec la participation de Total, devrait générer 1 430 Mds NOK (144 Mds€) de revenus.

Commerce transfontalier. Le montant des exportations norvégiennes de produits de la mer a dépassé pour la première fois 100 Mds NOK (10 Mds€), grâce à une progression de 3 % en volume et de 8 % en valeur. Le saumon représente près des ¾ du total (72,5 Mds NOK/7,3 Mds€) et le cabillaud un dixième. La Pologne est la première destination des exportations norvégiennes dans la mesure où l´essentiel du saumon est fileté et fumé dans ce pays.

Rénovation de lignes de chemin de fer dans la région d´Oslo. Les travaux de la ligne de chemin de fer Intercity, qui relie plusieurs villes autour d'Oslo, pourraient coûter 40% de plus que prévu (100 Mds NOK/10 Mds€) en raison de difficultés géologiques. L'agence des chemins de fer, Bane Nord, réfléchit à des tracés alternatifs pour réduire le coût du projet.

Suède

AstraZeneca annonce 500 M$ d'investissements en France. Le groupe pharmaceutique anglo-suédois a annoncé à l'occasion du sommet Choose France 500 M$ d'investissement, dont 260 M$ seront consacrés à son outil industriel, notamment sur le site de production de Dunkerque, avec à la clé une centaine d'emplois créés. Le groupe a également choisi Paris pour implanter un hub européen de l'innovation « avec l'ambition de co-construire des solutions digitales (IA) qui améliorent les parcours patients ».

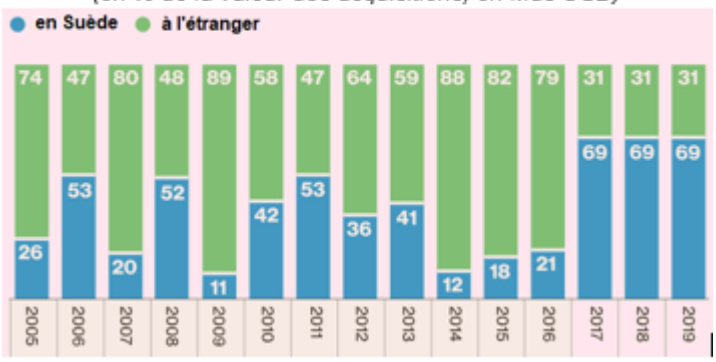
Ericsson annonce l'implantation d'un centre de R&D en France. Le groupe suédois Ericsson, à la pointe de l'innovation en matière de développement de la 5G, a annoncé en marge du sommet Choose France à Versailles avoir choisi la France pour installer son nouveau centre de R&D. Le site doit rentrer en activité dès cette année et pourra employer jusqu'à 300 personnes à l'horizon 2022. Il se concentrera dans un premier temps sur le développement de logiciels 5G et la dimension sécurité de la technologie 5G.

Renforcement de la présence française en Suède. La présence française en Suède a quasiment doublé depuis l'an 2000, tant en nombre d'entreprises qu'en terme d'effectifs. 472 entreprises françaises emploient aujourd'hui environ 51 000 personnes en Suède, dont près de 80% dans le secteur des services. La France est ainsi, après les pays nordiques, les Etats-Unis et l'Allemagne (premier partenaire commercial), un des pays les mieux implantés en Suède devant le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie et l'Espagne. Les sociétés Sodexo, Capio/Ramsay Générale de Santé, Keolis, Transdev, Veolia, Dalkia, Schneider Electric, Saint Gobain, Engie, BNP Paribas, Michelin et Lactalis comptent parmi les principaux employeurs français en Suède.

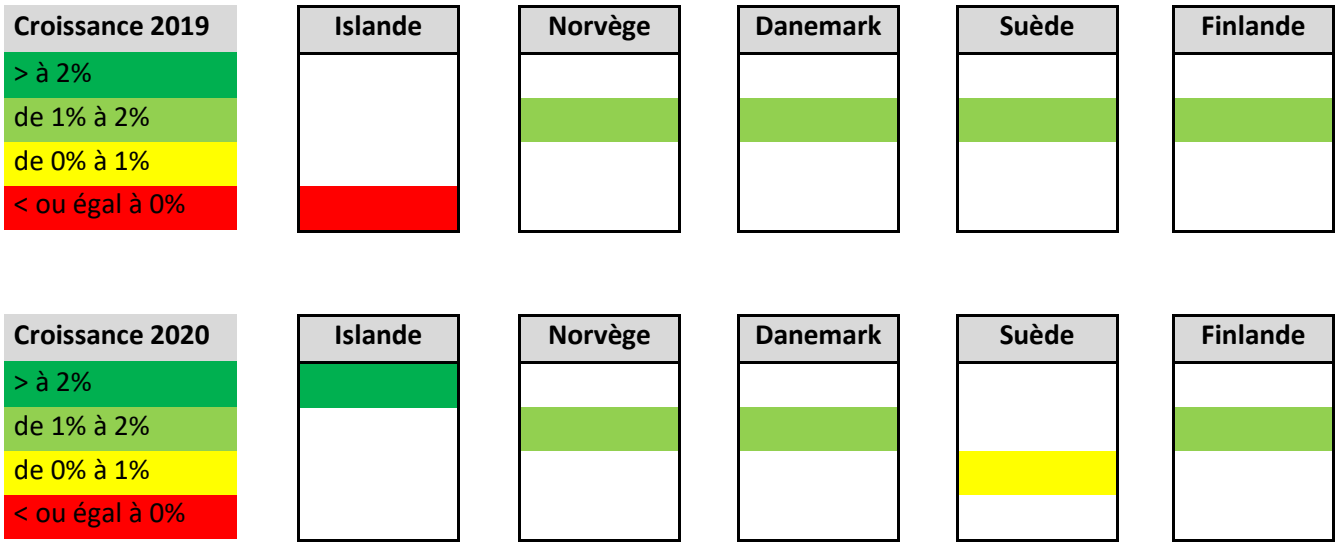
Transdev cède *Flygbussarna* à l'entreprise norvégienne Vy. Le groupe français de transport Transdev, détenu majoritairement par la Caisse des dépôts et consignation (66% du capital), vend cède *Flygbussarna* (navettes d'aéroports par bus) au groupe Vy, une entreprise de la sphère de l'Etat norvégien. *Flygbussarna* compte 470 employés et 86 bus verts qui transportent annuellement 4,7 millions de passagers par an. Le groupe dessert au total 7 aéroports suédois en provenance de 9 villes (Stockholm, Göteborg, Malmö, etc.). L'Agence suédoise de la concurrence (*Konkurrensverket*) devra donner son accord pour que la transaction puisse s'achever au 1er trimestre 2020.

Baisse des investissements des entreprises suédoises à l'étranger. Selon Citibank, les entreprises suédoises ont considérablement réduit leurs rachats d'entreprises étrangères depuis 2016. La valeur des acquisitions en 2019 ne représente que 50% environ de la moyenne enregistrée depuis 2005. Depuis 2017, les entreprises acquièrent avant tout des structures locales (69% des achats en valeurs contre 31% pour les structures étrangères), ce qui contraste énormément avec le passé comme le montre le graphique ci-contre : 88% de la valeur des acquisitions portaient sur des entreprises étrangères en 2014, 82% en 2015 et 79% en 2016. Ce phénomène peut être expliqué par plusieurs facteurs : la faiblesse de la couronne qui rendent les achats à l'étranger coûteux, les incertitudes commerciales liées au Brexit et aux tensions entre Etats-Unis et Chine ainsi qu'un affaiblissement de la conjoncture internationale. Parmi les acquisitions importantes en 2019 figurent celles de Dova Pharmaceutical (US) par le suédois Sobi (915 M$), Consort Medical (R-U) par Recipharm (641 M$) et Agta Record (Suisse) par AssaAbloy (586 M$).

Evolution et ventilation des rachats d'entreprises locales et internationales par des groupes suédois, (en % de la valeur des acquisitions, en Mds USD)



1. *Prévisions de croissance pour les pays nordiques*



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	1,7	1,6	**1,6**	**1,0**	2,1	3,4	1,6	1,4	-	-
Banque centrale	1,8	1,7	**1,3**	**0,9**	2,0	2,3	1,3	1,2	-0,2	1,9
Institut stat./conj****.	2,0	1,7	**1,1**	**0,9**	2,1	2,5	**1,0**	**1,5**	**-0,2**	**1,7**
Commission*	2,0	1,5	1,4	1,1	1,6	1,9	1,1	1,0	-0,2	1,8
FMI**	1,7	1,9	1,2	1,5	1,9	2,4	0,9	1,5	0,8	1,6
OCDE***	2,1	1,7	1,5	1,4	1,8	2,1	1,6	1,6	1,0	2,4
SEB	1,9	1,7	1,5	1,6	2,0	2,9	1,5	1,3	-	-
Nordea	1,8	1,5	1,2	1,0	2,5	2,3	1,4	1,0	-	-
Danske Bank	2,0	1,3	1,2	1,8	2,6	2,2	1,0	0,7	-	-

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2019)*

** *World Economic Outlook* (avril 2019)

*** *Perspectives économiques* (mai 2019)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. *Autres indicateurs macroéconomiques*

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	0,2	0,0	**-1,0**	**-1,4**	7,2	7,6	0,6	0,3	-	-
Commission*	2,2	0,5	-1,1	-1,4	8,4	8,5	0,3	0,1	0,9	0,4
FMI**	0,2	0,0	-0,7	-1,0	7,6	7,8	0,4	0,3	-0,7	0,1
OCDE***	0,3	0,2	-0,4	0,1	7,8	7,8	0,8	1,0	0,0	-0,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	34,6	33,5	**58,5**	**58,8**	-	-	34,5	33,4	-	-
Commission*	33,0	32,3	59,2	59,3	36,7	33,8	34,6	33,4	39,0	37,7
FMI**	33,0	31,8	58,9	59,1	40,0	40,0	36,9	35,4	33,6	31,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
inflation (IPCH)*	0,8	1,3	1,2	1,4	2,3	2,0	1,7	1,5	3,3	2,8
cons. privée*	1,5	2,0	0,6	1,1	1,9	2,1	0,8	1,5	2,0	2,5
chômage (BIT)*	4,9	4,8	6,7	6,5	3,5	3,5	6,8	7,1	3,6	3,8

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2019)*

** *World Economic Outlook* (avril 2019)

*** *Perspectives économiques* (mai 2019)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

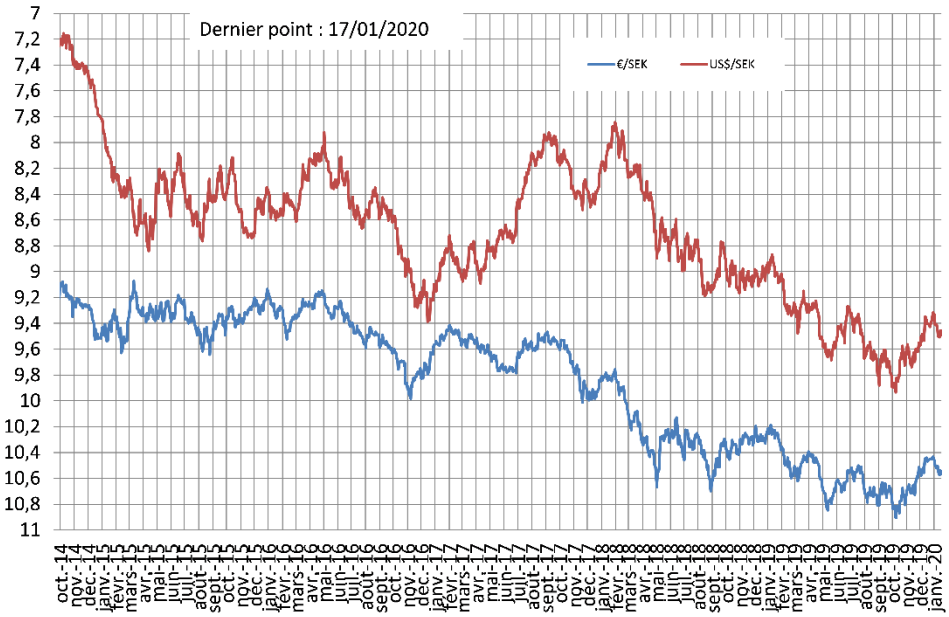
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

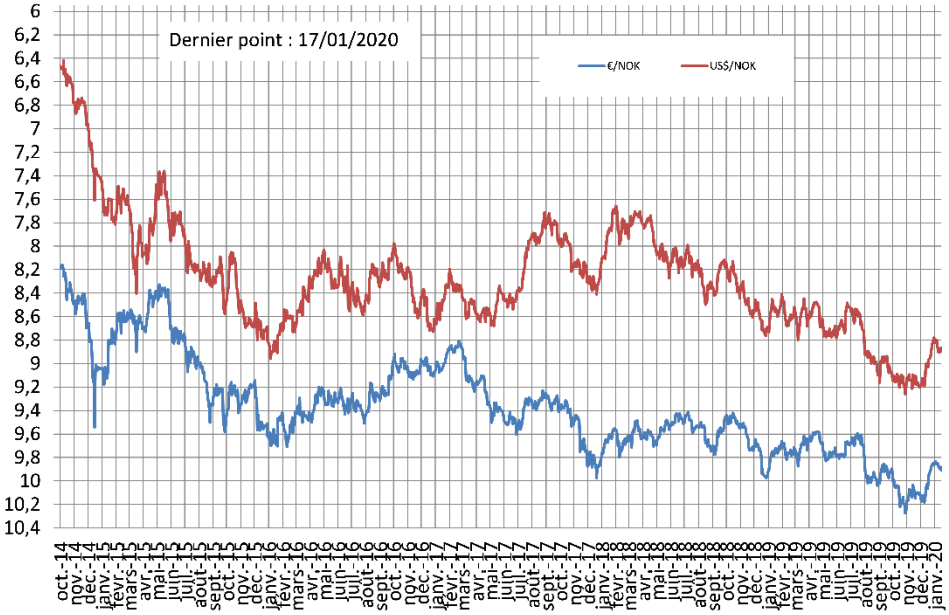
En vert : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, J. Grosjean, F. Caudron).